



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Contact : ecrire@npa2009.org

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 18 mars 2013

Allons-nous rester au point mort ?

C'est certainement la question que se sont posée la semaine dernière des milliers de personnes bloquées sur la route, dans la moitié nord du pays, à cause des intempéries. Le gouvernement y a été de ses conseils : ne pas se déplacer si on n'en a pas besoin. Le hic, c'est justement que la plupart des travailleurs ont besoin de prendre leur voiture pour ne pas perdre une journée de salaire. La logique aurait voulu que chacun reste chez soi dans les régions touchées, mais pour cela il aurait fallu que la journée soit intégralement payée, et que le gouvernement l'impose aux patrons. Autant demander du lait à un bouc !

Le point mort, bon nombre vont y rester si la taxation du gasoil augmente. Il a suffi que la Cour des comptes dénonce le fait que le gasoil soit moins taxé que l'essence (7 milliards de « perdus ») pour que le gouvernement et la presse « découvrent » que le diesel pollue et est dangereux pour la santé. Bref, si prochainement on augmente le prix du gasoil, ou si on condamne les modestes possesseurs de vieilles voitures à en changer, ce sera sûrement pour la santé... du ministère des Finances !

Le gouvernement, courroie de transmission du patronat

En revanche, le train de mesures antisociales du gouvernement n'est pas au point mort. La ministre des affaires sociales, Marisol Touraine, a averti : des « efforts » seront demandés « à tous les Français ». Un air connu. Et de nous envoyer de soi-disant « experts » agiter la perspective d'un déficit des caisses de retraite de 20 milliards d'euros en 2017. 20 milliards ? C'est le montant du crédit d'impôt aux entreprises voté par l'Assemblée nationale « socialiste » en décembre dernier. Soit à peine plus du tiers des profits cumulés des seules entreprises du CAC 40.

Et voilà que le gouvernement et le Parti socialiste reprennent la vieille rengaine pour nous faire travailler plus longtemps : l'espérance de vie augmente, il faudrait donc travailler plus longtemps. C'était naguère l'argumentaire sarkozyste, décalqué de celui du Medef. Le changement, ce n'est donc pas maintenant !

Mais si la durée de vie s'est allongée (et tant mieux !), la productivité du travail a augmenté encore plus. Un progrès qui a largement bénéficié au patronat

et dont on veut de plus en plus priver les travailleurs, en activité ou à la retraite.

Incomparablement plus que l'augmentation de la durée de vie, c'est le chômage de masse qui pèse sur les caisses de retraite en réduisant le nombre de cotisants. Malgré les promesses, le gouvernement n'a aucune intention de s'en prendre à ce fléau. Car pour cela, il faudrait s'en prendre aux licenciés, aux destructeurs d'emplois pour les empêcher de nuire ; aux patrons de PSA, de Goodyear, de Renault, de Sanofi, d'Arcelor... et à l'État lui-même.

Au lieu de cela, Hollande annonce des « choix courageux » dans l'année, comprenez une nouvelle réforme des retraites. Voilà tout le courage de Hollande, s'en prendre aux salariés et aux retraités.

Avec une touche de « dialogue social » pour lubrifier le tout. C'est ainsi que des « partenaires sociaux », décidément bien plus partenaires qu'adversaires, s'appêtent à signer (sauf la CGT et la CGC) un accord qui prévoit une désindexation de la pension de retraite complémentaire (Agirc et Arrco) par rapport à l'inflation pendant 3 ans. Soit une économie de 2 milliards d'euros sur le dos des retraités. Voilà la mécanique bien huilée de la marche arrière sociale.

Avancer ensemble ou reculer chacun

Après l'Accord national interprofessionnel, dit « accord de compétitivité », un recul social dicté par le patronat que le gouvernement fait transcrire dans la loi, voilà qu'on s'en prend à nos retraites, sans oublier de nous taxer de-ci de-là, alors que les entreprises licencient à tout va. Les sacrifices demandés n'annoncent aucun répit par la suite. Seule la lutte d'ensemble, fédérant toutes les mobilisations isolées, pourra les faire reculer.

GPEC, le train-train de la suppression d'emplois

Le mail Clic'Infos, envoyé toutes les semaines par la direction, affichait fièrement, la semaine dernière, un partenariat « pour l'emploi » entre Renault et la SNCF. Il s'agit bien sûr simplement de nous faire aller voir ailleurs puisque c'est dans le cadre de la GPEC. Et quand on suit le lien conseillé, on se rend compte qu'il s'agit uniquement d'un recueil de liens vers les sites internet de différentes entreprises qui recrutent en ce moment. Merci pour l'aide !

Si Renault semble vouloir devenir une version low-cost de Pôle Emploi, qu'ils n'espèrent pas qu'on se contente de s'immoler par le feu pour montrer notre désespoir. Chez nous, c'est l'expression de la colère qui va prévaloir.

Mutation forcées

Au PIM les responsables veulent faire évoluer bancs MAP Méca en bancs Flex. Ce qui signifie aussi le passage en horaires d'équipe. Mais comme les opérateurs déjà en place ne veulent pas changer d'horaire les responsables du secteur utilisent tous les moyens pour les faire partir. Flicage intensif, harcèlement, commentaires et notes défavorables sur les entretiens tout est bon pour pousser les récalcitrants vers la sortie. D'un autre côté les opérateurs de la DIEME en mutation et qui sont déjà en équipe ne se voient plus proposer de postes qu'au PIM. A ce tarif là plus question de bouger !

GRH en manque de production

Dans le compte-rendu de la réunion des délégués du personnel de février, questionnée sur les postes en usines proposés aux salariés en mobilité la direction s'est défaussée en disant que c'était le fait de certains managers, couvrant ainsi la GRH de la DIEME à l'origine de ce type de vacherie.

Une vacherie qui, pour citer les mots de la direction, est tout à fait « en lien avec les compétences et le niveau de qualification » de cette GRH.

Carlos 1^{er}, triste sire

Le mois dernier, grâce à l'intranet, on apprenait que Carlos 1^{er} accueillait son « homologue » le roi d'Espagne Juan Carlos 1^{er} dans l'usine de Valladolid. Mais l'information selon laquelle Renault vient de licencier un cadre dans chacune des 6 grandes directions du groupe en Espagne n'a pas eu les mêmes honneurs. Leur soi-disant manque de rendement n'a bien sûr rien à voir avec cette décision, la direction espère seulement faire régner un climat de terreur en Espagne, à même de lui permettre de faire passer encore plus de mauvais coups.

Quel que soit le pays, Ghosn ne change pas sa ligne de conduite : cirage de pompes des « grands de ce monde » et coups de pompe au cul des travailleurs. Qu'il en profite parce que lorsque les travailleurs s'organiseront et s'allieront, il devra prendre ses jambes à son cou pour éviter les nôtres, ... de coups

Au QG des patrons voyous

Après s'être fait claquer la porte au nez à l'Hôtel de Ville de Paris, 48 heures ont suffi aux grévistes d'Aulnay pour en tirer les leçons : vendredi ils ont réussi à investir les locaux de l'UIMM. Dans ce parlement des patrons de la métallurgie, où ils élaborent leur politique anti-ouvrière, des siècles d'exploitation leur ont permis d'accumuler un luxe incroyable, que les grévistes pu apprécier pendant 5 heures ! Ils sont sortis en scandant « on est des ouvriers, pas des casseurs, les casseurs, c'est les patrons ! »

Qui veut la peau de Roger Rabbit ?

Le Directeur de la DAPEM n'est plus sur site depuis plusieurs semaines. Officiellement en arrêt maladie, il est, d'après plusieurs hiérarchiques du secteur, en passe d'être viré. D'autant plus facilement qu'il avait un contrat « précaire » : il était visiblement en CDD chez Renault, un CDD suisse en plus !

Les magouilles en haut lieu sont légion mais on ne s'inquiète pas pour eux, ils retomberont toujours sur leurs pattes.

Une visite grésillante

Lundi 11 mars, alors qu'il était en visite dans le quartier populaire des Grésilles à Dijon, Hollande s'est fait interpellé par un syndicaliste SUD : « M. Hollande, elles sont où vos promesses ? » Ni une, ni deux, l'homme est évacué manu militari. Les autres protestataires sont soigneusement tenus à l'écart par le service d'ordre. Le lendemain, Hollande affirme que « tous ceux qui veulent l'interpeller peuvent le faire ».

Quoi de plus « normal » de dire blanc tout en faisant noir pour un président qui mène une politique d'austérité tout en ayant promis le contraire.

Le sabre et le goupillon

La fumée est sortie blanche et déjà de noirs nuages s'amoncellent au-dessus de la tiare du nouveau pape François. En effet, les calottes chantantes étaient bien muettes durant les « années de plomb » de la dictature militaire de Videla en Argentine entre 1976 et 1983. Près de 30 000 opposants ont perdu la vie et ont été torturés par la junte militaire durant cette période.

Bref, rien de nouveau sous le soleil du Vatican, malgré l'insoutenable battage médiatique autour de son nouveau locataire.